

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 81 — 1576

**7 JUILLET 1981.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 novembre 1977 relatif aux conditions d'octroi des subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés et fixant l'entrée en vigueur du décret du 20 mars 1981 réglant les mêmes subventions

BAUDOULN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le décret du 5 juillet 1976 relatif aux subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés, tel qu'il a été modifié par le décret du 26 mars 1981;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1977 fixant les conditions d'octroi des subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés et les modalités d'introduction des demandes de subvention;

Vu l'avis de la section française du Conseil Supérieur de l'Éducation physique, des sports et de la vie en plein air donné le 26 septembre 1979;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1er, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'il convient d'octroyer les subventions annuelles de fonctionnement aux fédérations sportives pour handicapés tenant compte des dispositions du décret du 26 mars 1981 modifiant le décret du 5 juillet 1976, ce qui motive l'urgence de prendre toutes dispositions d'application subséquentes;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Communauté française et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Exécutif de la Communauté française,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 2 de l'arrêté royal du 16 novembre 1977 fixant les conditions d'octroi des subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés et les modalités d'introduction des demandes de subvention, est remplacé par les dispositions suivantes :

**Article 2. § 1er.** La demande de subvention annuelle de fonctionnement des fédérations reconnues est adressée au Ministre avant le 1er mars de chaque année, au moyen de formulaires spéciaux délivrés par l'Administration de l'Éducation physique, des sports et de la vie en plein air relevant de l'Exécutif de la Communauté française;

§ 2. Le montant maximum de la rémunération à prendre en considération pour le calcul des subventions prévues à l'article 5 § 2 du décret du 5 juillet 1976, tel qu'il est contenu dans l'article 3 du décret du 26 mars 1981, susvisé, est fixé de la manière suivante :

A. Pour les membres du personnel occupés à temps plein et exerçant des tâches de direction d'animation, d'entraînement ou de formation : le montant brut du traitement attribué à un secrétaire d'administration du personnel des Ministères ajusté en tenant compte de l'indexation appliquée à ce traitement durant l'entièreté de l'année de référence, c'est-à-dire, l'année civile qui précède l'exercice budgétaire à charge duquel la subvention est octroyée.

B. Pour les membres du personnel occupés à temps plein et exerçant des tâches d'administration, le montant brut du traitement attribué à un rédacteur du personnel des Ministères, ajusté en tenant compte de l'indexation appliquée à ce traitement durant l'entièreté de la même année de référence.

Lorsqu'un membre du personnel visé ci-dessus n'a presté ses services que pendant une partie de l'année de référence, les montants maxima prévus sont fixés au prorata du nombre de mois entiers pendant lequel il a été occupé, les fractions de mois étant négligées.

§ 3. Les montants maxima prévus au § 2 ci-dessus varient comme suit en fonction de l'âge atteint par les membres du personnel au 1er janvier de l'année de référence :

A. Pour les membres du personnel exerçant les tâches de direction, d'animation, d'entraînement ou de formation et qui sont âgés de :

— moins de trente ans : le montant du traitement brut de secrétaire d'administration sans ancienneté utile.

— trente ans à moins de quarante ans : le montant du traitement brut de secrétaire d'administration ayant une ancienneté utile de cinq ans.

— quarante ans à moins de cinquante ans : le montant du traitement brut de secrétaire d'administration ayant une ancienneté de quinze ans.

— cinquante ans et plus : le montant du traitement brut maximum de secrétaire d'administration.

B. Pour les membres du personnel exerçant des tâches d'administration et qui sont âgés de :

— moins de vingt-cinq ans : le montant du traitement brut de rédacteur sans ancienneté utile.

— vingt-cinq ans à moins de trente-cinq ans : le montant du traitement brut de rédacteur ayant une ancienneté utile de cinq ans.

— trente-cinq ans à moins de quarante-cinq ans : le montant du traitement brut de rédacteur ayant une ancienneté utile de quinze ans.

— quarante-cinq ans à moins de cinquante ans : le montant du traitement brut de rédacteur ayant une ancienneté utile de vingt-cinq ans.

— cinquante ans et plus : le montant du traitement brut maximum de rédacteur.

§ 4. Pour que la rémunération accordée aux membres du personnel visés au § 2 ci-dessus puisse être prise en considération pour le calcul de la subvention, il faut que les intéressés répondent aux conditions suivantes :

1° être de nationalité belge;

2° être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;

3° ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans au 1er janvier de l'année de référence;

4° être lié à la fédération sportive concernée par un contrat d'emploi à durée déterminée ou à durée indéterminée, pour des prestations à temps plein ou à temps partiel;

5° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études délivré par un établissement d'enseignement appartenant au régime français;

6° pour les tâches d'animation, de formation ou d'entraînement, être au moins porteur d'un des titres repris à l'article 4, 1° à 5° de l'arrêté royal du 16 novembre 1977 fixant les conditions d'octroi des subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés et les modalités d'introduction des demandes de subvention.

Le Ministre, ou son délégué, peut accorder des dérogations aux points 1°, 5° et 6° ci-dessus en faveur des personnes particulièrement qualifiées en matière d'animation, de formation ou d'entraînement dans les activités physiques, sportives et de plein air correspondant à l'objectif de la fédération sportive concernée.

§ 5. Le nombre maximum de membres du personnel pris en considération pour le calcul de la partie de la subvention annuelle de fonctionnement constituant l'intervention dans les dépenses du personnel est fixé de la manière suivante :

a) fédérations sportives comptant jusqu'à 500 membres des cercles affiliés : un, quelle que soit la fonction pour laquelle le membre du personnel a été recruté.

b) fédérations sportives comptant de 501 à 1 000 membres des cercles affiliés : deux, dont l'un au moins doit être chargé de fonctions de direction, d'entraînement ou de formation.

c) fédérations sportives comptant de 1 001 à 2 500 membres des cercles affiliés : trois dont deux au moins doivent être chargés de fonctions de direction, d'animation, d'entraînement ou de formation.

d) fédérations sportives comptant plus de 2 500 membres des cercles affiliés : quatre, dont deux au moins doivent être chargés de fonctions de direction, d'animation, d'entraînement ou de formation.

Un cercle sportif ne peut cependant être affilié à plusieurs fédérations.

§ 6. La durée des prestations à temps plein du personnel exerçant des fonctions de direction et d'administration ou d'animation, d'entraînement et de formation est celle prévue pour le personnel d'administration des Ministères, étant entendu que le personnel, exerçant des fonctions d'animation, d'entraînement et de formation, engagé à temps partiel, doit être occupé à raison d'un minimum de 4 heures par semaine.

§ 7. A. Pour l'application de l'article 5, § 3 du décret du 5 juillet 1976, tel qu'il est contenu dans l'article 3 du décret du 26 mars 1981 susvisé, sont réputées admissibles dans les limites fixées ci-après, les dépenses effectivement exposées par les fédérations sportives, au cours de l'année de référence, reprises dans les catégories suivantes :

1° les frais de secrétariat comprenant :

a) les frais de bureau tels que fournitures de bureau, papier, imprimés, reliures, affranchissement de correspondance, téléphone, abonnement et acquisition de journaux et publications.

b) l'acquisition, la location et l'entretien du matériel de bureau tel que machines à écrire, à calculer et à reproduire.

Ces frais de secrétariat sont pris en considération jusqu'à un montant maximum de :

— 125 000 francs pour les fédérations comptant jusqu'à 500 membres des cercles affiliés;

— 150 000 francs pour les fédérations comptant de 501 à 1 000 membres des cercles affiliés;

— 175 000 francs pour les fédérations comptant de 1 001 à 2 500 membres des cercles affiliés;

— 200 000 francs pour les fédérations comptant plus de 2 500 membres des cercles affiliés.

Ne sont pas prises en considération les dépenses relatives à l'acquisition, la location et l'entretien des locaux et du mobilier, les frais de chauffage et l'éclairage desdits locaux ainsi que les dépenses du personnel.

2° les frais résultant de l'édition de périodiques et de publications paraissant au moins quatre fois l'an ainsi que la rédaction, l'impression et la diffusion, des publications de toute nature (revues, brochures, rapports) ayant un lien direct avec l'objet de la fédération sportive, déduction faite des recettes provenant de la publicité et de la vente de ces publications, y compris la quote-part des cotisations constituant le droit de recevoir celles-ci.

3° les dépenses résultant de l'organisation de concours, de tournois et de championnats organisés par la fédération sportive au niveau de la communauté française ou d'une région appartenant à cette communauté, à concurrence des frais ci-après, déduction faite des recettes provenant de la publicité et des droits d'entrée relatifs auxdites manifestations :

a) les honoraires et rémunérations accordées aux personnes chargées de fonctions d'animation, de formation, d'entraînement ou d'arbitrage pour les prestations fournies à l'occasion de ces activités ainsi que les frais de déplacement s'y rapportant, à condition que ces personnes ne soient pas prises en considération pour le calcul de la subvention accordée en application de l'arti-

cle 4 b) du décret du 5 juillet 1976 tel qu'il est contenu dans l'article 3 du décret du 26 mars 1981 susvisé;

b) la location des locaux, d'installations et de matériel destinés à l'activité sportive;

c) les frais d'assurance qui résultent de l'organisation desdites manifestations sportives, à condition que ces frais ne soient pas repris dans les dépenses visées au point 4 ci-après.

4° les dépenses résultant de l'obligation de souscrire une assurance en application des dispositions de l'article 2 § 1 9° du décret du 5 juillet 1976 tel qu'il est contenu dans l'article 3 du décret du 26 mars 1981, susvisé, à concurrence de cent vingt-cinq francs par membre affilié.

5° les frais de parcours résultant de déplacements effectués par les responsables de la fédération sportive à concurrence de 150 000 francs dont 50 000 francs maximum par personne et qui doivent être appuyés par des pièces justificatives en attestant la réalité et le paiement aux intéressés.

6° les dépenses résultant de l'organisation d'activités de vulgarisation destinées à promouvoir la pratique de la ou des disciplines sportives concernées, à l'exclusion des frais de réception, banquets, cadeaux et souvenirs.

7° les cotisations versées à l'organe de coordination au niveau national composé paritairement des délégués des deux communautés culturelles dans la mesure où la mission confiée à cet organe est nécessaire pour l'organisation de rencontres sportives au niveau national ou international et à concurrence d'un montant annuel égal à 15 p.c. du total des dépenses admissibles reprises aux points 1° à 6° ci-dessus.

8° les cotisations versées directement aux organisations sportives internationales auxquelles est affiliée la fédération sportive intéressée;

9° les frais de participation, une fois par an, aux réunions statutaires des organisations sportives internationales dont question au point 8° ci-dessus, à concurrence du nombre de mandats y exercés par la fédération avec un maximum de deux mandats.

B. Ne sont en aucun cas considérés comme dépenses admissibles en application de l'article 5 § 3 du décret du 5 juillet 1976 tel qu'il est contenu dans l'article 3 du décret du 26 mars 1981, susvisé, les frais relatifs à une activité pour laquelle une aide financière quelconque a été accordée par l'Administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air relevant de l'Exécutif de la Communauté Française.

C. Le pourcentage des dépenses admissibles à prendre en considération pour le calcul de la subvention octroyée en application des dispositions du § 7 du présent article est fixé de la manière suivante :

1° 80 p.c. des dépenses admissibles mentionnées aux points 4° du littéra A du présent paragraphe;

2° 60 p.c. des dépenses admissibles mentionnées aux points 1°, 3°, 6°, 7°, 8° et 9° du littéra A du présent paragraphe.

3° 50 p.c. des dépenses admissibles mentionnées aux points 2° et 5 du littéra A du présent paragraphe.

Art. 2. A l'article 9 du même arrêté royal, les mots « de l'année civile de référence » sont rempacés par les mots « de chaque année ».

Art. 3. Au 2e alinéa de l'article 11 du même arrêté royal, le mot « régionale » est supprimé.

Art. 4. Le décret du 26 mars 1981 entre en vigueur 10 jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté française,

M. HANSENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 81 — 1576

7 JULI 1981. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 16 november 1977 betrekking hebbend op de voorwaarden voor de toekenning van toelagen ter bevordering van de beoefening van fysieke activiteiten, de sport en het openluchtlevens door gehandicapten en vaststelling van de inwerkingtreding van het decreet van 20 maart 1981 dat deze toelagen regelt

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het decreet van 5 juli 1976 betreffende de toelagen ter bevordering van de beoefening van fysieke activiteiten, de sport en het openluchtlevens door de gehandicapten zoals het gewijzigd werd bij het decreet van 26 maart 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1977 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen ter bevordering van het beoefenen door de gehandicapten van lichamelijke activiteiten, de sport en het openluchtlevens en de modaliteiten voor het indienen van de aanvragen tot betoelaging;

Gelet op het advies van de Franse afdeling van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, gegeven op 26 september 1979;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, meer bepaald op artikel 3, § 1, zoals het gewijzigd werd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het aangewezen is, jaarlijkse werkingstoelagen toe te kennen aan de sportfederaties voor gehandicapten, met inachtneming van de bepalingen van het decreet van 20 maart 1981 tot wijziging van het decreet van 5 juli 1976, wat de dringende noodzaak wettigt alle daaruit volgende toepassingsbepalingen te treffen;

Op de voordracht van Onze Minister van de Franse Gemeenschap en op advies van Onze in de Executieve van de Franse Gemeenschap vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 november 1977 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen ter bevordering van het beoefenen door de gehandicapten van lichamelijke activiteiten, de sport en het openluchtlevens en de modaliteiten voor het indienen van de aanvragen tot betoelaging, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

Art. 2. § 1. De aanvraag voor jaarlijkse toelagen voor de werking van de erkende federaties wordt vóór 1 maart van elk jaar aan de Minister gestuurd op speciale formulieren die ter beschikking worden gesteld door het Bestuur voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens dat onder de Executieve van de Franse Gemeenschap ressorteert;

§ 2. Het maximum bedrag van de bezoldiging, dat in aanmerking komt voor het berekenen van de toelagen bepaald in artikel 5, § 2 van het decreet van 5 juli 1976, zoals het vervat is in artikel 3 van voornoemd decreet van 26 maart 1981, wordt vastgesteld als volgt :

A. Voor de personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn en die leidings-, begeleidings-, trainings- en opleidingstaken volbrengen, : het brutobedrag van de wedde die toegekend is aan een bestuurssecretaris aangepast met inachtneming van de indexering die tijdens het hele referentiejaar op die wedde werd toegepast, d.w.z. gedurende het kalenderjaar dat het begrotingsjaar ten laste waarvan de toelage wordt toegekend, voorafgaat.

B. Voor de personeelsleden die voltijds tewerkgesteld zijn en die administratieve taken verrichten, het brutobedrag van de wedde die toegekend is aan een opsteller van het personeel der Ministeries, aangepast met inachtneming van de indexering die tijdens hetzelfde hele referentiejaar op die wedde werd toegepast.

Als een hierboven bedoeld personeelslid slechts gedurende een gedeelte van het referentiejaar diensten heeft verstrekt worden de bedoelde maximumbedragen vastgesteld naar rata van het aantal volledige maanden tijdens welke hij tewerkgesteld was, zonder rekening te houden met de maandgedeelten.

§ 3. De hierboven in § 2 bepaalde maximumbedragen variëren, naar gelang van de door de personeelsleden op 1 januari van het referentiejaar bereikte leeftijd, als volgt :

A. Voor de personeelsleden die leidings-, begeleidings-, trainings-, of opleidingstaken volbrengen en die :

— jonger dan dertig jaar zijn : het brutobedrag van de wedde van een bestuurssecretaris zonder nuttige anciënniteit.

— Van dertig tot minder dan veertig jaar oud zijn het brutobedrag van de wedde van een bestuurssecretaris met een nuttige anciënniteit van 5 jaar.

— Van veertig tot minder dan vijftig jaar oud zijn : het brutobedrag van de wedde van een bestuurssecretaris met een nuttige anciënniteit van vijftien jaar.

— vijftig jaar of ouder zijn : het brutobedrag van de maximumwedde van bestuurssecretaris.

B. Voor de personeelsleden die administratieve taken uitvoeren en die :

— jonger dan vijftientwintig jaar zijn : het brutobedrag van de wedde van een opsteller zonder nuttige anciënniteit.

— van vijftientwintig tot minder dan vijfendertig jaar oud zijn : het brutobedrag van de wedde van een opsteller met een nuttige anciënniteit van vijf jaar.

— van vijfendertig tot minder dan vijfenviertig jaar oud zijn : het brutobedrag van de wedde van een opsteller met vijftien jaar nuttige anciënniteit.

— van vijfenviertig tot minder dan vijftig jaar oud zijn : het brutobedrag van de wedde van een opsteller met vijftientwintig jaar nuttige anciënniteit.

— vijftig jaar of ouder zijn : het brutobedrag van de maximumwedde van opsteller.

§ 4. Opdat de aan de in § 2 hierboven bedoelde personeelsleden toegekende bezoldiging in aanmerking zou komen voor de berekening van de toelage, moeten de betrokkenen de volgende voorwaarden vervullen :

1° van Belgische nationaliteit zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° op 1 januari van het referentiejaar de leeftijd van 65 jaar met bereikt hebben;

4° aan de betrokken sportfederatie verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst voor bedienden, van bepaalde of onbepaalde duur, voor voltijdse of deeltijdse prestaties, houder zijn van een diploma of getuigschrift dat door een tot het Franse taalstelsel behorende onderwijsinrichting is uitgereikt;

6° voor de begeleidings-, opleidings-, of trainingstaken, ten minste houder zijn van een der bekwaamheidsbewijzen vermeld in artikel 4, 1° tot 5° van het koninklijk besluit van 16 november 1977 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen ter bevordering van het beoefenen door gehandicapten van lichamelijke activiteiten, de sport en het openluchtlevens en de modaliteiten voor het indienen van de aanvragen tot betoelaging.

De Minister, of zijn afgevaardigde, kan afwijkingen toestaan op de hoger vermelde punten 1°, 5° en 6° voor personen die bijzonder bevoegd zijn inzake begeleiding, opleiding of training in de activiteiten inzake lichamelijke opvoeding sport en openluchtlevens, die overeenstemmen met het door de betrokken sportfederatie nagestreefde doel.

§ 5. Het maximum aantal personeelsleden dat in aanmerking komt voor de berekening van het gedeelte van de jaarlijkse werkingstoelagen dat de begemoekoming in de personeelsuitgaven uitmaakt, wordt vastgesteld als volgt :

a) sportfederaties die tot 500 leden van de aangesloten kringen tellen :

één, ongerecht de functie waarvoor het personeelslid werd geworven.

b) sportfederaties die van 501 tot 1 000 leden van de aangesloten kringen tellen : twee, van wie ten minste één moet worden belast met leidings-, trainings- of opleidingstaken.

c) sportfederaties die van 1 001 tot 2 500 leden van de aangesloten kringen tellen : drie, van wie ten minste twee moeten worden belast met de leidings-, begeleidings-, trainings- of opleidingstaken.

d) sportfederaties die meer dan 2 500 leden van de aangesloten kringen tellen : vier, van wie ten minste twee moeten worden belast met leidings-, begeleidings-, trainings- of opleidingstaken.

Een sportkring mag echter niet bij verschillende federaties aangesloten zijn.

§ 6. De duur van de volledige dienstprestaties van het personeel belast met leidings- en bestuurstaken of met begeleidings-, trainings- en opleidingstaken is die welke voorzien is voor het administratief personeel van de Ministeries, met dien verstande dat het deeltijds personeel belast met begeleidings-, trainings- en opleidingstaken gedurende ten minste 4 uur per week moet toewerkgesteld zijn.

§ 7. Voor de toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet van 5 juli 1976 zoals het vervat is in artikel 3 van het hoger genoemde decreet van 26 maart 1981, worden als in aanmerking komend beschouwd, binnen de hierna vastgelegde perken, de uitgaven die de sportfederaties in de loop van het referentiejaar in de hierna volgende categorieën hebben gedaan :

1° de secretariaatskosten bestaande uit :

a) de bureaunkosten zoals bureaubenodigheden, papier, drukwerk, inbinding, briefpost, telefoon, abonnementen of aankoop van kranten en publicaties;

b) de aankoop, de huur en het onderhoud van het bureaumateriaal zoals schrijf-, reken- en kopieermachines.

Die secretariaatskosten worden in aanmerking genomen tot een maximumbedrag van :

— 125 000 frank voor de federaties die tot 500 leden van de aangesloten kringen tellen;

— 150 000 frank voor de federaties die van 501 tot 1 000 leden van de aangesloten kringen tellen;

— 175 000 frank voor de federaties die van 1 001 tot 1 500 leden van de aangesloten kringen tellen;

— 200 000 frank voor de federaties die meer dan 2 500 leden van de aangesloten kringen tellen.

Komen niet in aanmerking de uitgaven voor de aankoop, de huur en het onderhoud van de kantoren en het meubilair, de kosten van verwarming en verlichting van die kantoren, alsmede de personeelsuitgaven.

2° de kosten betreffende de uitgave van tijdschriften en publicaties die ten minste viermaal per jaar verschijnen, alsmede het opstellen, het drukken en de verspreiding van allerlei publicaties (tijdschriften, brochures, verslagen) die rechtstreeks verband houden met het doel van de sportfederatie, na aftrek van de opbrengst van de reclame en de verkoop van die publicaties, met inbegrip van het gerechte van de bijdragen dat recht geeft op het ontvangen van de publicaties.

3° de uitgaven voortspruitend uit de organisatie van wedstrijden, toernooien en kampioenschappen ingericht door de sportfederatie in de Franse gemeenschap of in een streek behorend tot die gemeenschap, naar rata van de hierna vermelde kosten, na

aftrek van de opbrengst van de reclame en het entreegeld voor die sportgebeurtenissen :

a) het ereloon en de bezoldiging voor de persoon belast met de begeleiding, de opleiding, de training, of het arbitreren, voor de prestaties die tijdens die activiteiten werden verstrekt, alsmede voor de erop betrekking hebbende reiskosten, op voorwaarde dat die personen niet reeds in aanmerking kwamen voor de berekening van de toelage die wordt toegekend bij toepassing van artikel 4 b) van het decreet van 5 juli 1976, zoals het vervat is in artikel 3 van voornoemd decreet van 26 maart 1981;

b) de huur van de lokalen, de installaties en het materieel bestemd voor de sportgebeurtenissen;

c) de verzekeringskosten voor de organisatie van die sportgebeurtenissen, op voorwaarde dat die kosten niet worden opgenomen in de uitgaven bedoeld onder het hierna vermelde punt 4.

4° de kosten voortspruitend uit de verplichting om een verzekering aan te gaan bij toepassing van de bepalingen van artikel 2, § 1, 9° van het decreet van 5 juli 1976, zoals het vervat is in artikel 3 van voornoemd decreet van 26 maart 1981, naar rata van honderdtwintig frank per aangesloten lid.

5° de reiskosten van de verantwoordelijken van de sportfederatie, naar rata van 150 000 frank, waarvan maximum 50 000 frank, per persoon, en die moeten worden gestaafd door bewijsstukken waaruit blijkt dat ze werkelijk werden gedaan en aan de betrokkenen werden terugbetaald.

6° de uitgaven betreffende de organisatie van vulgarisatieactiviteiten om de beoefening van de betrokken sporttakken aan te moedigen, met uitzondering van de kosten voor onthaal, gastmaaken, geschenken en herinneringen.

7° de bijdragen, gestort aan het overkoepelend nationaal orgaan, dat paritair is samengesteld uit afgevaardigden van beide cultuurgemeenschappen voor zover de opdracht die aan dit orgaan is toevertrouwd noodzakelijk is voor de organisatie van nationale of internationale sportontmoetingen en naar rata van een jaarlijks bedrag gelijk aan 15 pct. van de totale in aanmerking komende uitgaven, zoals staat in de hoger vermelde punten 1° tot 6°.

8° de bijdragen die rechtstreeks betaald worden aan de internationale sportorganisaties waarbij de betrokken sportfederatie aangesloten is.

9° de kosten voor deelneming, eenmaal per jaar, aan de statutaire vergaderingen van de internationale sportorganisatie, bedoeld in 8° hierboven, naar rata van het aantal mandaten die de federatie er uitoefent met een maximum van 2 mandaten.

B. In geen geval worden beschouwd als in aanmerking komende uitgaven voor de toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet van 5 juli 1976, zoals het vervat is in artikel 3 van voormeld decreet van 26 maart 1981, de kosten voor een activiteit waarvoor enige financiële steun verleend is door het Bestuur voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, dat onder de Executieve van de Franse Gemeenschap ressorteert.

C. Het percentage van de in aanmerking komende uitgaven voor de berekening van de toelage, toegekend bij toepassing van de bepalingen van § 7 van dit artikel, wordt als volgt vastgesteld :

1° 80 pct. van de in aanmerking komende uitgaven, vermeld in punt 4° van littera A van deze paragraaf;

2° 60 pct. van de in aanmerking komende uitgaven vermeld in de punten 1°, 3°, 6°, 7°, 8° en 9° van littera A van deze paragraaf;

3° 50 pct. van de in aanmerking komende uitgaven vermeld in de punten 2° en 5° van littera A van deze paragraaf. »

Art. 2. In artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « van het burgerlijk referentiejaar » vervangen door de woorden « van elk jaar ».

Art. 3. In het 2e lid van artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het woord « gewestelijke » geschrapt.

Art. 4. Het decreet van 26 maart 1981 treedt in werking 10 dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Onze Minister van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juli 1981

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van de Franse Gemeenschap,

M. HANSENNE